



Impact de la crise sanitaire Covid 19

Analyse des résultats au 6 avril 2020



Le questionnaire

Pourquoi ?

Quel est l'impact de la crise actuelle sur le réseau Habitat Jeunes ?

Le questionnaire visait à identifier la façon dont les adhérents se sont organisés pour faire face à cette situation inédite, les difficultés rencontrées, ainsi que les conséquences à court terme sur les structures et leurs résidents.

Comment ?

201 structures ont répondu à l'enquête.



Situation sanitaire

Les questions suivantes portaient sur l'incidence directe du virus parmi les équipes et les résidents.

17% des répondants indiquent avoir recensé **des cas de malades parmi les salariés** (10 régions sur 13 sont concernées, avec une prévalence de la région Grand Est) et **15% parmi les résidents** (10 régions sur 13 sont également touchées, avec une prévalence des régions Grand Est, Ile-de-France, Auvergne Rhône-Alpes et Normandie).

Cependant, les malades n'étant que rarement testés et les cas -notamment chez les résidents- pas toujours signalés, ces chiffres gagneraient à être affinés.

La question suivante était une question ouverte portant sur **la gestion des résidents malades** :

- Les structures ont élaboré un **protocole** précis avec parfois un référent covid 19 et parfois en lien avec la DDCS.
- Certaines équipes ont tenté de **retracer avec le jeune** son parcours sur les 72h dès l'apparition des premiers symptômes.
- Une quarantaine de 14 jours avec une visite quotidienne d'un membre de l'équipe.

En général, on observe :

- **Une remontée d'information régulière à la DDCS**, même si elle n'est pas systématique et que sa fréquence varie selon les territoires. Les contacts avec l'ARS sont moins réguliers.
- L'information de l'équipe, des résidents et le rappel des gestes barrières.
- Le confinement pendant 14 jours du jeune malade dans un logement individuel.
- **Les appels quotidiens** du jeune par son référent (suivi de l'état de santé, soutien psychologique).
- **La livraison de courses** ou de plateaux repas, de médicaments et le ramassage des poubelles par un membre de l'équipe ou un autre résident.

71% des répondants n'ont pas réussi à trouver un médecin référent.



Les résidents

Le taux d'occupation moyen (au sens de la présence effective dans le logement) avant le confinement était de 91%. Il est aujourd'hui de 42% avec une grande hétérogénéité, dépendant du profil de la structure et de son territoire. En d'autres termes, les jeunes ont en partie quitté leur solution Habitat jeunes physiquement pour aller se confiner

ailleurs, sans pour autant résilier leur contrat de résidence, ce qui génère une forte incertitude sur l'impact en matière d'impayé de loyers. Il y a une très forte volatilité du taux de présence des résidents, dans certaines structures ils sont encore massivement présents, dans d'autres structures fortement absents.

Dans le parc diffus, 15% des associations ont assisté à un départ des jeunes.

89% des répondants nous ont indiqué ne plus **recevoir de nouveaux résidents** et 71% ne plus souhaiter en accueillir actuellement.



Leurs difficultés

Au regard de la diversité des statuts et du fait que les ressources des jeunes reposent très largement sur des ressources d'activité, les jeunes sont massivement fragilisés. Il semble encore tôt début avril pour pouvoir juger précisément des difficultés économiques rencontrées. D'ores et déjà, les équipes expriment une forte inquiétude sur la situation économique de certains publics :

- jeunes dans des situations interstitielles,
- jeunes en fin de contrat jeune majeur, MNA,
- jeunes intérimaires, avec, dans certains cas des demandes de rupture conventionnelle négociée par des employeurs avant le démarrage du confinement,
- jeunes travailleurs saisonniers,
- jeunes en début de contrat,
- jeunes intermittents du spectacle,
- jeunes en fin de dispositif (type garanti jeune par exemple),
- jeunes étudiants sans soutien familial,
- jeunes qui devaient démarrer une formation professionnelle, etc.

En résumé l'ensemble des jeunes qui ne disposent pas de filet de sécurité.

Se pose très clairement la question des jeunes sans ressources qui :

- se retrouvent avec des difficultés pour répondre à leurs besoins primaires,
- vont se retrouver en situation d'impayé et sans solutions.

On note une fragilisation de certains publics qui étaient dans des situations déjà complexes avant le confinement.

L'UNHAJ se mobilise à différentes échelles pour trouver des solutions auprès de différents organismes et institutions. Globalement, il y a un véritable enjeu à la gestion de masse des impayés pour les personnes sans ressources, notamment les jeunes.



L'accompagnement socio-éducatif

L'intervention des équipes : Les démarches urgentes sont prioritaires. 91% des structures interrogées ont mis en place des mesures spécifiques pour maintenir le contact avec les jeunes et gérer les situations de stress. Un grand nombre indique que cette dimension du travail a été fortement impactée par la crise, les contacts humains directs étant réduits le plus possible

Le maintien du lien avec les jeunes a pris différentes formes :

- Présence continue des professionnels avec possibilité de solliciter leur appui ;
- Appels téléphoniques et mails réguliers ;
- Utilisation des réseaux sociaux (groupe privé facebook, messenger, whatsapp, promeneurs du net) ;
- Consultation psy en visio ;
- Maintien de permanences physiques régulières ;
- Permanence téléphonique 24h/24 pour répondre à tout signe de détresse ;
- Jeux en ligne ;
- Création d'un livre collectif ;
- Mise en place de résidents relais ;
- Activités sportives ou bricolage, film... avec 2 ou 3 jeunes ;
- Distribution de denrées alimentaires.

En majorité, c'est via les entretiens téléphoniques et réseaux sociaux que le lien est maintenu, par l'organisation notamment de défis en ligne par exemple. Quelques-uns maintiennent une dynamique collective en respectant les gestes barrière (cinéma plein air, jeux extérieurs...). De nombreuses démarches d'accompagnement des jeunes accueillis se font par d'autres biais (numérique, appels réguliers, etc.). L'UNHAJ organise une capitalisation et une diffusion des bonnes pratiques socio-éducatives via une lettre électronique.



Une mobilisation citoyenne / de l'innovation

On note une mobilisation des résidents dans le cadre d'initiatives solidaires (portage de repas, resto du cœur, etc.). Une initiative remarquable en région Centre : la fabrication de visières via une imprimante 3D. « Les visières solidaires du Cher » : équipement des pharmacies de la ville, des EPHAD, etc. , à Saint Amand Montrond, expérience qui a été largement relayée par le Préfet du Cher à l'ensemble des préfectures et qui a essaimé sur toute la France.



L'impact sur la situation économique des structures

S'il est difficile aujourd'hui d'évaluer précisément l'impact de la crise sur la situation économique des structures Habitat Jeunes, il est possible de noter que d'ores et déjà, celles ayant fermé certains services (comme l'activité de restauration par exemple) vont connaître des difficultés économiques à court ou moyen terme. Les structures accueillant massivement des alternants dont les CFA ont annoncé la fermeture vont se retrouver fortement fragilisées. Un autre sujet majeur est celui des impayés compte tenu de la situation économique des jeunes (cf. ci-dessus). A ce jour les structures n'ont pas de visibilité sur le retour effectif des jeunes, le paiement effectif de leur loyer. Enfin, la date de sortie du confinement aura nécessairement un impact sur la situation économique des structures : plus la date sera tardive, plus l'impact sera fort si le volume d'impayés est élevé. A ce jour, le nombre d'entrées est extrêmement réduit. Le début du mois de mai devrait donner une première tendance sur ce point.